



PRÉFECTURE DE LOIR-ET-CHER

Direction Départementale de
l'agriculture et de la forêt

Service aménagement rural
et environnement

Arrêté n°03-0952

ARRETE PREFECTORAL

**Autorisant le maire de la ville de BLOIS à actualiser et étendre l'épandage en agriculture
de boues pâteuses chaulées issues de la station d'épuration de BLOIS.**

LE PREFET,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code rural ;

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi sur l'eau ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration (notamment la rubrique 5.4.0) pris en application des articles L 214-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998, fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application du décret n°97-1133 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code de bonnes pratiques agricoles ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 mars 1996 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 14 septembre 1994 portant délimitation des zones vulnérables dans le bassin Loire-Bretagne ;

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne du 26 juillet 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 janvier 1989 portant autorisation de rejet en Loire des effluents de la station d'épuration de BLOIS ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 97-0184 du 23 janvier 1997 autorisant le maire de la ville de Blois à pratiquer l'épandage en agriculture de boues pâteuses chaulées issues de la station d'épuration de Blois, modifié par arrêté préfectoral n° 99-0931 du 1^{er} avril 1999 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 97-0395 du 18 février 1997 complétant l'arrêté susvisé du 23 janvier 1997,

Vu l'arrêté préfectoral n°01-2177 en date du 7 juin 2001, portant approbation du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 01-3514 du 20 août 2001, relatif au deuxième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu le contrat d'affermage confiant l'exploitation de la station d'épuration de BLOIS à la Compagnie des Eaux et de l'Ozone en date du 28 septembre 1990 ;

Vu le règlement sanitaire départemental approuvé par arrêté préfectoral du 23 janvier 1986 ;

Vu la demande d'autorisation en date du 25 juillet 2002 sollicitée par le maire de BLOIS pour l'épandage des boues produites par la station d'épuration exploitée par la Compagnie des Eaux et de l'Ozone;

Vu le dossier d'enquête ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02-4686 du 18 novembre 2002 portant ouverture de l'enquête publique préalable à l'autorisation d'extension du plan d'épandage des boues de la station d'épuration de l'agglomération de Blois, dans les communes de BLOIS, CANDE-sur-BEUVRON, CHAILLES, CHAMPIGNY-en-BEAUCE, CHAUMONT-sur-LOIRE, CONAN, FEINGS, FOUGERES SUR BIEVRE, HUISSEAU-sur-COSSON, LES MONTILS, MAROLLES, MASLIVES, MESLAND, MONTEAUX, MONTHOU-sur-BIEVRE, MONTLIVAUT, MONTRIEUX-EN-SOLOGNE, MULSANS, OUCHAMPS, OUZOUEUR-LE-DOYEN, PONTLEVOY, RHODON, RILLY-SUR-LOIRE, SAINT-CLAUDE-de-DIRAY, SAINT-DENIS-sur-LOIRE, SAINT-DYE-sur-LOIRE, SAINT-LAURENT-NOUAN, SAMBIN, SEILLAC, SELOMMES, VALLIERES-les-GRANDES, VERDES, VEUVES, VILLEBAROU, VILLERBON et VINEUIL ;

Vu les résultats de l'enquête publique et l'avis de la commission d'enquête (constituée de 3 membres titulaires et d'un membre suppléant) ;

Vu les consultations et avis des conseils municipaux des communes concernées ;

Vu l'avis de l'Institut National des Appellations d'Origine (I.N.A.O.) en date du 3 février 2003 ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 10 janvier 2003;

Vu l'avis de la Direction Régionale à l'Environnement en date du 17 janvier 2003 ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Services Vétérinaires en date du 14 janvier 2003

Vu l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 26 février 2003 ;

Vu le rapport de présentation devant le conseil départemental d'hygiène présenté par la direction départementale de l'agriculture et de la Forêt le 6 mars 2003 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène du 6 mars 2003,

CONSIDERANT la convention entre la Compagnie des Eaux et de l'Ozone et chacun des agriculteurs exploitant des terrains recevant des boues de la station d'épuration de BLOIS ;

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été transmis à M. le Maire de BLOIS le 11 mars 2003 et que celui-ci a fait connaître par lettre du 13 mars 2003 qu'il n'avait aucune observation à formuler,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture :

ARRETE

ARTICLE 1ER -

Le Maire de BLOIS, ci-après dénommé « le pétitionnaire » est autorisé, au titre de la rubrique 5.4.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 pris en application de l'article L 214-1 et suivants du code de l'environnement, à pratiquer l'épandage annuel en agriculture de 10 000 tonnes de boues pâteuses chaulées (soit 2000 tonnes de matière sèche contenant 112 tonnes d'azote total issues de la station d'épuration de BLOIS), sur 30 communes soit une surface de 2845,27 hectares, conformément au tableau ci-après :

nom de la commune	surface totale (ha)
Blois	10,4
Candé sur Beuvron	120,82
Chailles	149,2
Champigny-en-Beauce	77
Chaumont sur Loire	278,8
Feings	28,4
Fougères sur Bièvre	3
huisseau sur cosson	90,2
Les Montils	27,8
Maslives	128,9
Mesland	182,5
Monteaux	62,8
Monthou sur Bièvre	161,3
Montlivault	276,2
Montrieux	26,3
Ouchamps	22,2
Ouzouer le doyen	78,5
Pontlevoy	163,7
Rilly-sur-Loire	48,8
Saint Claude de Diray	20,3
Saint Denis sur Loire	14
Saint Dyé sur Loire	14,4
Saint Laurent Nouan	106,2
Sambin	171,05
Seillac	16,2
Vallières les Grandes	370,9
Verdes	0,2
Veuves	88,5
Villebarou	7
Vineuil	99,7
Total	2845,27

Les conditions de réalisation de l'activité doivent respecter les dispositions figurant au dossier de demande d'autorisation dans la mesure où ces dispositions ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Les dispositions prévues dans l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé qui n'ont été ni reprises et ni modifiées dans la présente autorisation sont applicables à l'épandage des boues de la station d'épuration de l'agglomération de Blois.

Les parcelles comprises dans le plan d'épandage prévu par les arrêtés des 23 janvier 1997 et 1^{er} avril 1999 susvisés et non reprises dans le présent arrêté restent soumises aux dispositions des deux arrêtés susvisés.

DISPOSITIONS TECHIQUES

ARTICLE 2 –PRINCIPES GÉNÉRAUX

Nonobstant le respect des articles 3 et 4, la composition des boues doit être telle que leur usage ne présente pas d'inconvénients, directs ou indirects vis à vis de l'homme, des animaux et de leur environnement.

L'épandage de boues contenant des substances qui, du fait de leur toxicité, de leur persistance, ou de leur bioaccumulation, sont susceptibles d'être dangereuses pour l'environnement est interdit.

La notion de qualité des boues pour épandage agricole doit être intégrée dans toute élaboration de convention de raccordement au réseau d'égout, en particulier en milieu industriel.

ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DES BOUES

Les boues déshydratées par centrifugation sont stabilisées par chaulage à raison de 20 à 50 % de la matière sèche. La siccité moyenne est comprise entre 25 et 30 % de matière sèche, selon le taux d'incorporation de chaux.

ARTICLE 4 – QUALITÉ DES BOUES

Les conditions d'utilisation des boues doivent satisfaire aux spécifications de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé.

La fréquence d'analyse des boues sera la suivante :

- 12 fois par an pour la valeur agronomique
- 12 fois par an pour les élément-traces métalliques
- 6 fois par an pour les composés organiques

Ces analyses porteront sur un échantillon représentatif des lots de boues.

Les teneurs des boues en éléments traces métalliques doivent être inférieures aux valeurs de référence suivantes, en mg/kg de matière sèche, pour respecter les prescriptions d'utilisation :

Élément trace	Valeurs limite dans les boues(mg/MS)	Flux maximum cumulé, apporté par les boues en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	15	0.015
Chrome	1000	1.5
Cuivre	1000	1.5
Mercure	10	0.015
Nickel	200	0.3
Plomb	800	1.5
Zinc	3000	4.5
Chrome + Cuivre + Nickel + Zinc	4000	6

Les teneurs en composés traces organiques de boues ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :

Composés-traces	Valeur limite dans les boues (mg/kg MS)		Flux maximum cumulé, apporté par Les boues en 10 ans (mg/m ²)	
	Cas général	Épandage sur pâturage	Cas général	Épandage sur Pâturage
Total des 7 principaux PCB *	0.8	0.8	1.2	1.2
Fluoranthène	5	4	7.5	6
Benzo(b) fluoranthène	2.5	2.5	4	4
Benzo (a) pyrène	2	1.5	3	2

* PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180.

La caractérisation de la valeur agronomique des boues sera évaluée grâce à l'analyse de :

- la matière sèche (%),
- la matière organique (%),
- le pH,
- l'azote total,
- l'azote ammoniacal,
- le rapport C/N,
- le phosphore total (en P₂O₅),
- le potassium total (en K₂O),
- le calcium total (CaO),
- le magnésium total (en MgO),
- les oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn et B seront mesurés à la fréquence prévue pour les éléments traces indiquée ci dessus. Les autres oligo-éléments seront analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des boues.

Ces analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère de la santé ou par le ministère de l'écologie.

Les résultats sont communiqués sans délai à l'organisme chargé du suivi agronomique, ainsi qu'à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt. Cette dernière peut imposer des analyses complémentaires en cas d'anomalie.

Ces résultats sont également transmis aux maires des communes concernées, lors du bilan annuel.

ARTICLE 5 – CARACTERISTIQUES DES SOLS

Les sols doivent être analysés sur chaque point de référence

- à sa définition
- après l'ultime épandage sur la parcelle de référence en cas d'exclusion de celle-ci du plan d'épandage ,
- après 3 épandages
- au minimum tous les 10 ans.

Les analyses des éléments-traces métalliques porteront sur les paramètres suivants et devront respecter les teneurs suivantes :

Eléments-traces dans les sols	Valeur limite en mg/kg MS
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

Les éléments de caractérisation de la valeur agronomique des sols porteront sur l'analyse de :

- la granulométrie,
- la matière sèche (%),
- la matière organique (%),
- le pH,
- l'azote total,
- l'azote ammoniacal,
- le rapport C/N,
- le phosphore total (en P₂O₅ échangeable),
- le potassium total (en K₂O échangeable),
- le calcium total (CaO échangeable),
- le magnésium total (en MgO échangeable),
- les oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn)

ARTICLE 6 – STOCKAGE DES BOUES

Le stockage des boues, séparé en six casiers et d'une capacité de 6000 tonnes de boues, est réalisé sur le site actuel. Il est désodorisé, étanche et muni de points bas permettant la collecte des jus d'égouttage traités sur la station d'épuration.

Toutes dispositions sont prises pour que cette installation ne soit pas à l'origine de nuisances pour le voisinage (bruits, odeurs, ...).

Tout déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

ARTICLE 7 – TRANSPORT

Voies de circulation -

Les voies de circulation empruntées par les véhicules doivent être déterminées, préalablement à chaque opération, en concertation avec les maires concernés afin d'éviter au maximum les nuisances de toutes natures, tant aux autres usagers de la route, qu'au voisinage.

Il doit par ailleurs être tenu compte de la capacité de ces voies à supporter les poids en charge des divers engins utilisés.

Véhicules de transport -

Les bennes doivent être maintenues en parfait état, et correctement remplies pour écarter tout risque de perte de boues.

Etat des voies –

Les transports sont réalisés en dehors des périodes climatiques défavorables (dégel, fortes pluies, ...) afin de ne pas endommager les voies empruntées, notamment les chemins agricoles.

Toute perte accidentelle de boues doit faire l'objet d'un enlèvement immédiat.

EPANDAGE, PRESCRIPTIONS GENERALES

ARTICLE 8 –

Les opérations d'épandage sont menées dans le respect du dossier et des plans joints à la demande d'autorisation et sous réserve du respect des prescriptions :

- du présent arrêté
- du décret n°97-1133 du 8 décembre 1997 susvisé
- de l'arrêté de prescriptions générales du 8 janvier 1998
- du code des bonnes pratiques agricoles
- de l'arrêté du 20 août 2001 relatif au deuxième programme d'action dans les zones vulnérables
- du suivi agronomique assuré par l'organisme qui en est chargé.

Les restrictions liées à la zone vulnérable seront étendues à l'ensemble du parcellaire.

Les règles des futurs programmes d'actions, qui définiront les périodes d'épandage et des limitations de fertilisants en fonction de bilans azotés à l'intérieur du périmètre de la «zone vulnérable», s'appliqueront au présent chantier d'épandage, sur la totalité du périmètre.

L'épandage ne peut être pratiqué que sur les seules parcelles retenues au sein du «plan d'épandage» tel que défini dans l'annexe jointe au présent arrêté.

Les prescriptions d'utilisation des boues ont pour objectifs :

- de veiller à une fertilisation rationnelle des sols en évitant un surdosage en éléments fertilisants ;
- d'éviter un entraînement des matières fertilisantes vers la nappe phréatique ou vers les cours d'eau ou les sources ;
- de ne pas porter atteinte au sol, et au couvert végétal ;
- de préciser les précautions d'ordre sanitaire pour la protection des humains et des animaux, notamment en ce qui concerne les nuisances olfactives résultant de cette activité.

Toutes les dispositions doivent être prises pour que cet épandage agricole contrôlé recycle les éléments contenus dans les boues en respectant les contraintes sanitaires, écologiques et agronomiques.

La superficie propre à l'épandage est définie sur la base d'une dose agronomique maximum (sur une même parcelle) devant rester inférieure à 30 tonnes de matière sèche par hectare, et ce sur une période de 10 ans. La dose d'azote total ou d'acide phosphorique apportée n'excèdera pas 280 kg par hectare lors d'un épandage. La fréquence de retour sur les parcelles n'excèdera pas une fois tous les trois ans.

La mise en œuvre de l'épandage doit respecter les conventions établies entre l'exploitant de la station d'épuration (Compagnie des Eaux et de l'Ozone) et chacun des agriculteurs cités en annexe jointe au présent arrêté.

ARTICLE 9 – PROTECTION DES EAUX

L'épandage doit satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Il est en outre interdit à moins de 35 mètres, lorsque la pente du terrain est inférieure à 7 %, et à moins de 100 m sinon :

- des puits et forages
- des sources
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères
- des berges des cours d'eau.

Par ailleurs, la cartographie présentant les contraintes environnementales (notamment avec des zones d'épandage interdites) doit être en permanence maintenue à jour, à l'occasion tout particulièrement de la création de nouveaux forages, et en fonction de l'état d'avancement des travaux de détermination des périmètres de protection des forages d'adduction d'eau d'alimentation humaine.

Toutes dispositions doivent être prises pour que les eaux de ruissellement ne puissent, en raison de la pente du terrain notamment, atteindre les endroits ou les milieux protégés et ne soient cause d'inconvénients pour la santé publique ou d'inconvénients pour le voisinage.

L'épandage est notamment interdit :

- en période de gel ou de forte sécheresse rendant inefficaces les travaux du sol devant suivre les opérations d'épandage ;
- en période de forte pluie ;
- en dehors des terres régulièrement exploitées ou destinées à une remise en exploitation, ou faisant l'objet d'opération de reconstitution de sols ;
- sur des terrains affectés à des cultures maraîchères, ou qui le seront dans un délai d'un an, et à toute culture susceptible d'être consommée à l'état cru ;

En tout état de cause, les principaux mécanismes d'épuration par le sol et les plantes doivent être respectés :

- rétention des matières sèches dans les premiers centimètres du sol ;
- minéralisation de la matière organique sous l'effet de la microflore (formation d'humus et de composés minéraux rejoignant la solution sol et l'atmosphère) ;
- rétention des éléments minéraux (par échange sur le complexe absorbant pour les cations, par précipitation, fixation ou rétrogradation) ;
- exportation par les plantes (évitant l'accumulation des divers éléments dans les sols).

En cas de pluies de faible intensité pendant l'épandage, aucun ruissellement entraînant des boues ne doit se produire à l'extérieur du champ d'épandage ; en cas de risque l'épandage doit être immédiatement interrompu.

ARTICLE 10 - LIMITATION DES ODEURS

L'épandage est interdit à moins de 100 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et des établissements recevant du public.

L'épandage de boues non stabilisées comme défini à l'article 3 est interdit.

L'épandage est suivi d'un enfouissement assurant l'intégration des boues au sol, intervenant au plus tard dans un délai de 24 heures suivant l'épandage.

L'épandage est interrompu en cas de conditions météorologiques défavorables, entraînant des odeurs incommodantes :
- à l'intérieur d'une zone habitée.
- vers des caves et des vignobles inclus dans une zone AOC.

ARTICLE 11 - PROTECTION DES SOLS

Qualité des sols :

Les boues ne doivent pas être répandues sur les sols dont les teneurs en un ou plusieurs éléments excèdent les valeurs, mentionnée à l'article 4, en mg/kg de terre sèche (teneurs en éléments totaux).

Les boues ne doivent pas être épandues sur les sols dont le pH conduit à une forte mobilité des éléments traces. Le pH du sol ne devra donc pas être inférieur à 6 après épandage.

Parcelles de références :

Il est procédé à une campagne d'analyses des sols (fertilisants et métaux) sur des parcelles de références avant réalisation du premier épandage de boues. Il est retenu au minimum une parcelle de référence pour 20 ha (une par agriculteur ayant reçu des boues). Ces parcelles sont choisies sur les critères suivants

- surface et tonnage à épandre ;
- type de sol et classe d'épandage
- système de culture.

Analyses des sols :

Une analyse des éléments fertilisants est réalisée en sortie d'hiver sur les parcelles de référence ayant reçu des boues dans la campagne de l'été précédent.

La teneur en éléments traces est réalisée sur les parcelles de référence après trois opérations d'épandage.

Les prélèvements de terre sont pratiqués par l'organisme chargé du suivi agronomique, et les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé.

Les résultats sont communiqués sans délai à l'organisme chargé du suivi agronomique ainsi qu'à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt ; cette dernière peut imposer des analyses complémentaires en cas d'anomalies.

EPANDAGE – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES -

ARTICLE 12 - DÉCHARGEMENT ET REPRISE EN « BOUT DE CHAMP »

Le dépôt de boues «en bout de champs» est limité à la durée du chantier ; toutes dispositions doivent être prises pour que la totalité des boues livrées soit épandue dans la journée, sauf cas de force majeure.

En cas de retard dans l'épandage ou dans l'enfouissement des boues pour quelque motif que ce soit, le dépotage «en bout de champs» est immédiatement interrompu.

ARTICLE 13 - PARCELLES D'ÉPANDAGE

L'épandage des boues sur les parcelles situées sur la commune de Montrieux-en-Sologne est provisoirement suspendu. Il est soumis aux résultats de l'étude relative à l'épandage des boues des unités de traitement des eaux usées situées sur le territoire de la Communauté de Communes de la Sologne des Etangs, actuellement en cours. A défaut de connaître ces résultats le 31 mai 2004 au plus tard, ces parcelles pourront recevoir les boues issues de la station d'épuration de Blois, à partir du 1^{er} juin 2004.

L'épandage des boues est interdit sur les prairies situées dans le périmètre d'une zone "appellation d'origine contrôlée" destinées à une production fromagère.

ARTICLE 14 - PÉRIODES D'ÉPANDAGE

Tout épandage est interdit au cours des périodes de lessivage sur des sols dont la couverture végétale ne permet pas d'absorber les nitrates fournis par les fertilisants.

Le calendrier d'épandage conforme à l'arrêté préfectoral n°01-3514 susvisé doit être respecté. Ainsi, l'épandage est envisageable uniquement :

- du 15 janvier au 31 octobre avant mise en place du Blé, Orge d'hiver, Colza et grandes cultures d'automne ;
- du 15 janvier au 30 juin, avant maïs, orge de printemps, tournesol, betteraves, pommes de terre et prairies installées depuis moins de 6 mois.
- Du 15 janvier au 15 novembre sur les prairies de plus de 6 mois non pâturées

L'épandage est donc interdit :

- sur les sols non cultivés et les surfaces non utilisées en vue d'une production agricole

ARTICLE 15 - DOSES D'APPORT

Le risque de fuite d'éléments nutritifs vers les eaux doit être écarté.

Les doses à épandre et l'uniformité de l'épandage sont à considérer de façon prioritaire ; ainsi :

- la dose à épandre sur une parcelle est déterminée avec précision en prévision des besoins réels de la culture, pour éviter la situation de surfertilisation et ainsi le risque de fuite ;
- l'irrégularité de l'épandage est proscrite ; le bon réglage du matériel d'épandage et l'utilisation d'un matériel adapté sont obligatoires pour maîtriser la régularité et lutter contre la surfertilisation.

Les doses apportées sont donc calculées sur les bases d'une fertilisation raisonnée (exportation + restitution) et de la composition des boues.

La valeur fertilisante moyenne des boues en Kg par tonne de boues brutes est prise en considération selon le tableau suivant :

Concentrations	N	P205	K20	MgO	CaO
À 22.8 % de CaO	11.2	11.3	2.1	2.0	62.3

Cette valeur fertilisante étant susceptible de variations, des analyses régulières effectuées dans le cadre du suivi agronomique doivent l'actualiser et la préciser.

Les apports en azote à l'hectare, exprimée en N, tiennent compte des reliquats d'azote présents dans les sols, ainsi que de l'ensemble des fertilisants et amendements organiques apportés par d'autres voies : chimiques, déjections animales.

En aucun cas, il ne doit être apporté de boues sur les cultures de légumineuses.

ARTICLE 16 - SUIVI AGRONOMIQUE

L'épandage des boues fait l'objet d'un suivi agronomique se découpant en 8 phases :

1 – suivi de la composition et de la qualité des boues :

-l'organisme chargé du suivi a accès aux données analytiques des boues (avec notamment résultats des teneurs en éléments traces métalliques, caractéristiques agronomiques-fertilisants-), et reçoit l'information concernant les incidents éventuels de fonctionnement de la station ;

-une fiche d'accompagnement contenant l'ensemble des résultats d'analyses est remise aux agriculteurs avant chaque épandage.

2 – mise à jour annuelle du répertoire parcellaire pour permettre notamment :

-d'assurer le suivi pluriannuel des parcelles ;

-d'adapter les doses d'épandages et les conseils de fertilisation.

3 – point zéro – parcelles de référence :

-un diagnostic de départ est réalisé en particulier pour la teneur en métaux lourds sur les parcelles de référence ;

-une analyse de contrôle est réalisée après 3 épandages.

4 – plan d'épandage prévisionnel :

-il est l'outil de pilotage des épandages ;

-il permet de déterminer la quantité prévisible de boues à épandre sur chaque parcelle ;

-il est établi en collaboration étroite avec les agriculteurs pour repérer les parcelles sur le terrain et actualiser les données culturales de l'année ;

-il est communiqué aux utilisateurs, au prestataire d'épandage, aux communes concernées et à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, au moins un mois avant la période d'épandage.

5 – épandage :

-il est réalisé par une entreprise spécialisée ;

-le chantier est encadré par l'organisme chargé du suivi agronomique.

6 – suivi de parcelles témoins :

-il permet de connaître l'évolution agronomique des boues dans le sol, de mesurer leur incidence sur les végétaux et d'affiner les conseils destinés aux utilisateurs ;

-une parcelle témoin par type de sol est suivie, soit 3 au total pour l'ensemble du périmètre ;

-les mesures sont faites sur le principe d'analyses différentielles entre les zones témoins et le reste de la parcelle.

7 – suivi et conseils aux agriculteurs

-le suivi régulier de chaque parcelle doit permettre de donner des préconisations notamment sur la conduite de la fertilisation azotée ;

-un plan de fertilisation à la parcelle est donc élaboré afin de préciser à l'agriculteur les quantités complémentaires de fertilisants chimiques à apporter (fertilisation azotée et fertilisation phospho-potassique). Ce plan est basé sur les besoins des cultures et permet de piloter la fertilisation des parcelles sur une perspective de trois années. Les conseils porteront notamment sur la nécessité éventuelle d'apporter de l'acide phosphorique à la parcelle pour les trois années suivantes.

8 – bilan et exploitation des résultats :

Un rapport annuel, mis à la disposition de tous les partenaires, consigne l'ensemble des résultats et observations réalisés au cours de l'exercice.

Les conclusions de ce rapport doivent être prises en compte pour les opérations suivantes d'épandage.

ARTICLE 17 - CAHIER D'ÉPANDAGE

Un cahier d'épandage contient notamment le nom de l'agriculteur bénéficiaire, la date de l'épandage, les références des parcelles concernées, leur surface en ha, la classe d'aptitude, le type de sol, le niveau d'apport organique-dose, les volumes des boues épandues, la qualité de ces boues (référence aux analyses réalisées), l'indication des types de cultures mises en place avant et après épandage ainsi que les rendements obtenus.

Ce cahier est laissé à la disposition de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

ARTICLE 18 - RAPPORT DE SYNTHÈSE

Un rapport de synthèse faisant le bilan des conditions d'épandage sur l'année écoulée est adressé à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt au cours du premier trimestre de l'année suivante.

Il intègre les éléments minimum suivants :

- flux de pollution traités par la station
- production de boues sur l'année
- caractéristiques des boues
- données climatiques sur l'année
- quantités épandues, surface d'épandage et périodes d'épandage
- matériel d'épandage et d'enfouissement
- agriculteurs destinataires
- doses d'apport et cultures concernées
- autres apports de matières organiques
- rendement des cultures de l'année précédente
- analyses de sol effectuées (sur parcelles de référence avec commentaires)
- localisation cartographique des surfaces épandues et des points de contrôle des sols
- indication de la fertilisation complémentaire proposée par rapport à la fertilisation totale optimale.

Il mentionne également toutes les modifications intervenues dans l'année au niveau des champs d'épandage : remembrement, changement de propriétaire, changement d'exploitant (avec signature d'une nouvelle convention).

CONTRÔLES ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 19 - ACCÈS POUR LE CONTRÔLE

Le bénéficiaire de la présente autorisation, ainsi que ses sous-traitants et les agriculteurs concernés sont tenus de livrer passage aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions aux articles L 210-1 et suivants, dans les locaux, installations, ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile.

ARTICLE 20 - CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DES EAUX SOUTERRAINES

La direction départementale de l'agriculture et de la forêt peut faire procéder, aux frais du pétitionnaire, à des analyses sur forage(s) si des doutes apparaissent concernant un lien entre les épandages de boues et l'évolution de la qualité de l'eau dans la nappe.

Ces analyses comporteraient la recherche des éléments suivants : pH, conductivité, MO, NH₄, N02, N03 et éventuellement métaux.

Ces analyses n'excéderaient pas 2 par an par forage ; elles seraient réalisées à 6 mois d'intervalle.

ARTICLE 21 - AUTRES CONTRÔLES

La direction départementale de l'agriculture et de la forêt peut procéder, aux frais du pétitionnaire, à des contrôles inopinés sur tout paramètre analytique mentionné dans le présent arrêté.

La direction départementale de l'agriculture et de la forêt peut procéder, aux frais du pétitionnaire, à des analyses microbiologiques (bactéries, virus, parasites) si elle le juge nécessaire en cas d'éventuels risques sanitaires.

ARTICLE 22 - INCIDENT OU ACCIDENT

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu, dès qu'il en a connaissance, de déclarer au préfet et au maire du lieu d'exercice de l'opération d'épandage, tout incident ou accident intéressant cette opération et portant atteinte à la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, à la qualité, à la quantité et au mode d'écoulement des eaux et aux activités légalement exercées faisant usage de l'eau et à la sécurité publique.

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident, et le bénéficiaire de la présente autorisation, dès qu'ils en ont pris connaissance, sont tenus de prendre, ou de faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou de l'accident, et pour en évaluer les conséquences et y remédier.

ARTICLE 23 - CARACTÈRE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité, pour une durée de 15 ans.

S'il estime que les prescriptions ne permettent pas d'assurer protection de la santé publique, la préservation des écosystèmes aquatiques, la protection de la qualité, de la quantité, du mode d'écoulement des eaux et de la conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau, le préfet peut, à tout moment, édicter par arrêté, pris après avis du conseil départemental d'hygiène, des prescriptions spécifiques complémentaires dans un but d'intérêt général.

Le permissionnaire ne pourrait demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.

ARTICLE 24 - CHANGEMENT DE BÉNÉFICIAIRE

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité. Il lui est donné acte de cette déclaration par le préfet.

ARTICLE 25 - MODIFICATION DES CARACTÉRISTIQUES DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage ou au mode d'utilisation, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit être portée avant réalisation, à la connaissance du préfet (direction des relations avec les collectivités locales et de l'environnement) qui peut exiger une nouvelle procédure.

ARTICLE 26 - RENOUVELLEMENT ÉVENTUEL DE L'AUTORISATION

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra, dans un délai d'un an au moins avant la date d'expiration du délai d'autorisation fixé à l'article 23 du présent arrêté, présenter un dossier reprenant l'ensemble des éléments prévus par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 27 - CESSATION D'ACTIVITÉ

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans de l'activité, doit faire l'objet d'une déclaration par l'exploitant ou à défaut par le propriétaire auprès du Préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

En cas de cessation définitive, le permissionnaire est tenu de remettre en état les lieux de manière à préserver les éléments mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Le Préfet peut décider que la remise en service d'un ouvrage, d'une installation, d'un aménagement momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, sera subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation ou à une nouvelle déclaration, si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage, de l'installation, de l'aménagement ou des modifications de son fonctionnement ou de son exploitation, ou si l'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte initialement.

ARTICLE 28 - RÉSERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 29 - NOTIFICATION

La présente décision est notifiée à Monsieur le Maire de Blois.

ARTICLE 30 - PUBLICATION, INFORMATION DES TIERS

Une ampliation du présent arrêté est adressée aux maires des communes suivantes :

BLOIS, CANDE-sur-BEUVRON, CHAILLES, CHAMPIGNY-en-BEAUCE, CHAUMONT-sur-LOIRE, CONAN, FEINGS, FOUGERES SUR BIEVRE, HUISSEAU-sur-COSSON, LES MONTILS, MAROLLES, MASLIVES, MESLAND, MONTEAUX, MONTHOU-sur-BIEVRE, MONTLIVAUT, MONTRIEUX-EN-SOLOGNE, MULSANS, OUCHAMPS, OUZOUER-LE-DOYEN, PONTLEVOY, RHODON, RILLY-SUR-LOIRE, SAINT-CLAUDE-de-DIRAY, SAINT-DENIS-sur-LOIRE, SAINT-DYE-sur-LOIRE, SAINT-LAURENT-NOUAN, SAMBIN, SEILLAC, SELOMMES, VALLIERES-les-GRANDES, VERDES, VEUVES, VILLEBAROU, VILLERBON et VINEUIL ;

Il est affiché, en mairie, pendant une durée d'un mois minimum avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter le texte des prescriptions générales.

Les maires des communes concernées dresseront procès verbal de l'accomplissement de ces formalités et l'adresseront à la préfecture (article 30 du décret n° 93-742).

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

En vue de l'information des tiers, un avis sera inséré par les soins du préfet aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 31 VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif d'Orléans :

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté lui a été notifié ;
- par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la date d'affichage du présent arrêté à la mairie de Blois.

ARTICLE 32 - EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la Préfecture, les Maires de BLOIS, CANDE-sur-BEUVRON, CHAILLES, CHAMPIGNY-en-BEAUCE, CHAUMONT-sur-LOIRE, CONAN, FEINGS, FOUGERES SUR BIEVRE, HUISSEAU-sur-COSSON, LES MONTILS, MAROLLES, MASLIVES, MESLAND, MONTEAUX, MONTHOU-sur-BIEVRE, MONTLIVAUT, MONTRIEUX-EN-SOLOGNE, MULSANS, OUCHAMPS, OUZOUEUR-LE-DOYEN, PONTLEVOY, RHODON, RILLY-SUR-LOIRE, SAINT-CLAUDE-de-DIRAY, SAINT-DENIS-sur-LOIRE, SAINT-DYE-sur-LOIRE, SAINT-LAURENT-NOUAN, SAMBIN, SEILLAC, SELOMMES, VALLIERES-les-GRANDES, VERDES, VEUVES, VILLEBAROU, VILLERBON et VINEUIL, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Loir et Cher, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le 20 mars 2003

Pour Ampliation;
Le Chef de Bureau,



P. LE PREFET,*
La Secrétaire Générale,

Signé : Nathalie COLIN


Annie CRASTES